



FÉDÉRATION DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE DROIT FONDAMENTAL DES SALARIÉS A SE RASSEMBLER ET MANIFESTER

OU

LA JUSTICE AU SERVICE DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

EPSM DE CAEN

Comme grand nombre d'hôpitaux publics, l'EPSM de Caen est en proie à un déficit budgétaire, conséquence des politiques de santé publique menées depuis de nombreuses années.

Depuis 10 mois, les personnels avec leurs organisations syndicales sont en luttés afin d'obtenir les moyens de répondre aux besoins de santé des malades et améliorer leurs conditions de travail.

Mobilisés, déterminés ils refusent le plan de redressement financier proposé par la direction et l'agence régionale de Santé, ils n'ont pas accepté que la direction réunisse les instances « consultatives » qui devaient le valider...

Et pour cause, il s'agit d'une nouvelle saignée dans les effectifs, les droits des salariés, et un accroissement de la dégradation de leurs conditions de travail.

Après avoir, en décembre dernier, fait intervenir les forces de police, après avoir fait des constats d'huissier, le directeur, a franchi une nouvelle étape dans l'affrontement, en assignant les syndicats CGT et Sud de l'établissement devant le tribunal administratif afin de pouvoir requérir aux forces de l'ordre à l'intérieur de l'établissement pour faire valider son plan social.

Un scandaleux plaidoyer contre les droits des salariés, une véritable atteinte à la démocratie.

Par jugement prononcé le 30 avril, le juge interdit ni plus ni moins à toute personne de faire obstacle ou de manifester devant les locaux où se tiennent les instances dites représentatives (sous peine d'une astreinte de 500 euros par jour et par personne) ; il condamne en outre les organisations syndicales de salariés CGT et Sud à des amendes.

La justice, la police au service des politiques d'austérité telles sont désormais les conditions du dialogue social et de la démocratie à l'hôpital public.

C'est la nouvelle « gouvernance » version Manuel Valls,

C'est la « face cachée » du pacte de responsabilité !!!!

La Fédération CGT Santé Action Sociale réaffirme son soutien à l'action des personnels de l'EPSM de Caen et dénonce avec la plus grande fermeté cette situation inadmissible.

Le directeur de l'EPSM de Caen, le Directeur de l'Agence Régionale de Santé de Basse Normandie, la ministre de la santé interpellés depuis plusieurs mois ont décidé ouvertement de créer un climat délétère et portent de lourdes responsabilités dans la situation.

La Fédération CGT Santé Action Sociale exige l'intervention du gouvernement et de la ministre de la santé pour sortir de cette spirale conflictuelle qui n'a que trop duré.

Garantir et faire respecter les droits fondamentaux à se rassembler, à revendiquer, à lutter pour plus de justice sociale, pour une justice au service du développement Humain contre toute forme de dépendance économique et financière, c'est aussi ça les conditions du changement.

Ce n'est certainement pas la force policière qui permettra de faire avaler la pilule du « pacte de responsabilité » de la casse des services publics et de la protection sociale.

Montreuil, le 6 Mai 2014

Case 538
263, rue de Paris
93515 Montreuil Cedex

349

Courriel :
com@sante.cgt.fr